

Réchauffement climatique : régression politique et fatigue écologique

A lors que les sommets internationaux pour la préservation de notre planète se succèdent, que les incidents climatiques extrêmes occupent l'actualité et que les institutions supranationales alertent et mobilisent des moyens réglementaires et financiers importants, on observe en Europe un affaiblissement des réformes devant mener à une transition durable de nos modes de vie. Il en va notamment de l'abandon des zones à faible émission de CO₂ dans nos villes, de la réintroduction des pesticides dans l'agriculture, de l'expansion de projets artificialisant les sols et de réintroduction des énergies fossiles.

Décrédibiliser l'argument climatique

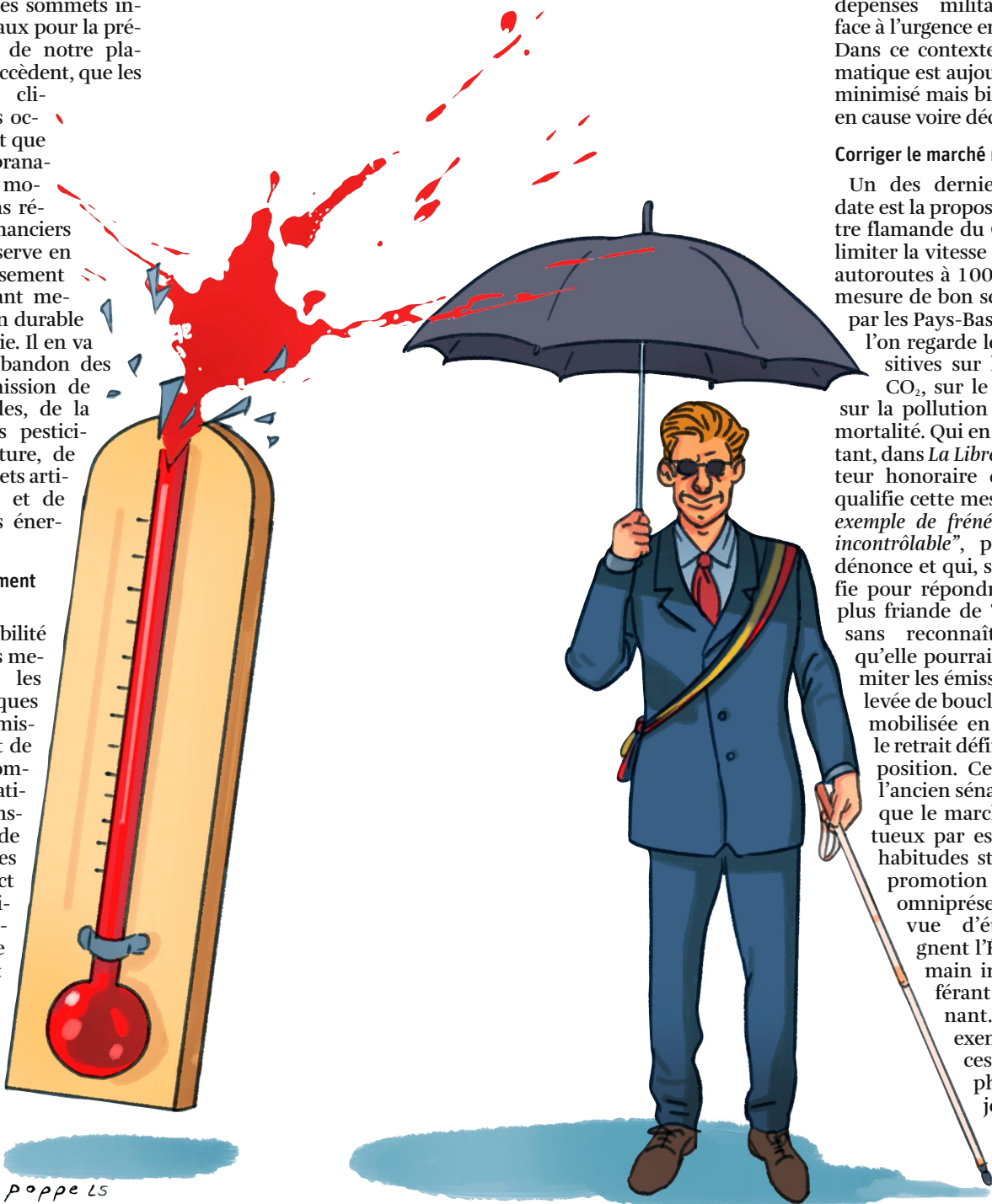
Le seuil d'acceptabilité par les citoyens des mesures prises par les autorités publiques pour limiter les émissions de gaz à effet de serre tend à s'estomper lui aussi. Une fatigue écologique s'installe et les prises de position publiques minimisant l'impact des activités humaines sur le réchauffement climatique se répandent. L'une et l'autre se nourrissant mutuellement. Les mesures qui entendent limiter les émissions polluantes sont jugées punitives, opposées à la croissance économique et attentatoires à notre sacro-sainte liberté individuelle. Le retour de la guerre et le regain des

dépenses militaires s'imposent face à l'urgence environnementale. Dans ce contexte, l'argument climatique est aujourd'hui, au mieux minimisé mais bien souvent remis en cause voire décrédibilisé.

Corriger le marché non vertueux

Un des derniers exemples en date est la proposition de la ministre flamande du Climat qui vise à limiter la vitesse des véhicules sur autoroutes à 100 km/h. C'est une mesure de bon sens, déjà adoptée par les Pays-Bas et par Chypre, si l'on regarde les retombées positives sur les émissions de CO₂, sur le pouvoir d'achat, sur la pollution sonore et sur la mortalité. Qui en douterait ? Pourtant, dans *La Libre*⁽²⁾, Rik Torfs, recteur honoraire de la KULeuven qualifie cette mesure "d'un énième exemple de frénésie réglementaire incontrôlable", phénomène qu'il dénonce et qui, selon lui, s'amplifie pour répondre à une époque plus friande de "tolérance zéro", sans reconnaître un instant qu'elle pourrait contribuer à limiter les émissions de CO₂. Une levée de boucliers s'est très vite mobilisée en Flandre signant le retrait définitif de cette proposition. Ce que ne dit pas l'ancien sénateur CD&V, c'est que le marché n'est pas vertueux par essence et que les habitudes stimulées par une promotion commerciale omniprésente et dépourvue d'éthique contraignent l'État à corriger "la main invisible" en légiférant et en sanctionnant. Pensons par exemple à l'usage excessif des smartphones dès le plus jeune âge, à l'utilisation de SUV surdimensionnés dans nos villes ou à la commercialisation de boissons hypercaloriques et de produits alimentaires ultra-

Les opinions qui paraissent dans les pages Débats sont des contributions externes, qui n'engagent pas la rédaction.



poppe LS